

Sécheresse, famine et guerre civile au Tchad

Autor(en): **Köpfli, Christophe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **La Croix-Rouge suisse**

Band (Jahr): **92 (1983)**

Heft 7

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-683347>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

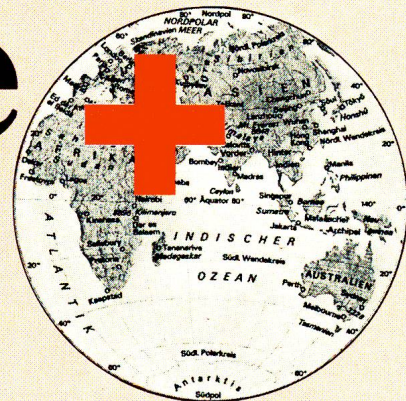
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Dans le monde

Les opérations de secours de la Croix-Rouge suisse



Sécheresse, famine et guerre civile au Tchad

Une opération d'entraide de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge

La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge apporte depuis septembre 1982 son soutien à la population civile du Tchad durement éprouvée par la sécheresse et une guerre civile qui s'éternise. La Croix-Rouge suisse participe à l'opération de secours de la Ligue en fournissant d'importants envois de vivres et des moyens financiers. La Croix-Rouge suisse a, de surcroît, mis sept délégués à la disposition de la Ligue. En juin dernier, Christophe Köpfl, collaborateur de la Croix-Rouge suisse à Berne, a rencontré la délégation de la Ligue au Tchad.

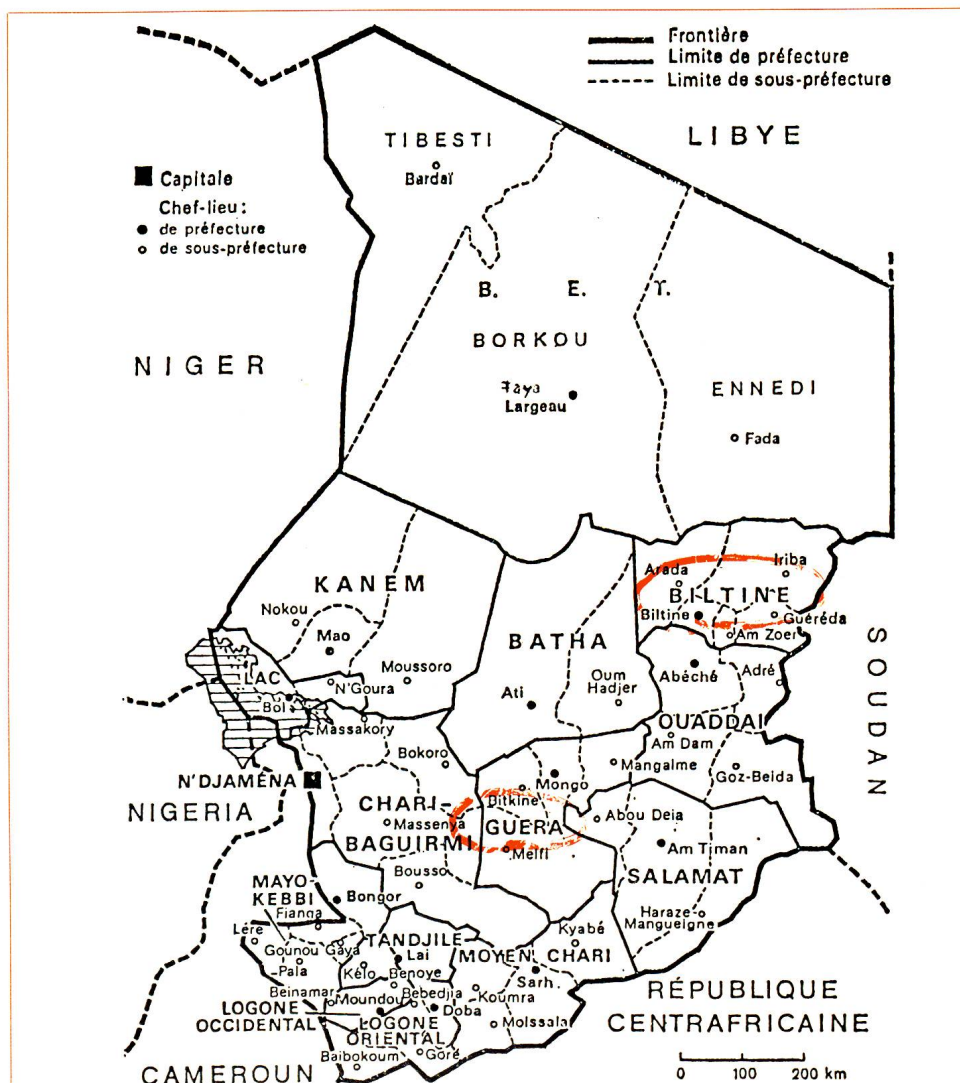
Tchad – Juin 1983. La guerre civile sévit toujours

Les dégâts causés par la guerre civile qui a ravagé le Tchad l'année dernière sont inestimables et laissent des stigmates impressionnants dans la capitale, N'Djaména (300 000 âmes). Les bâtiments, dont certains témoignent encore de l'époque coloniale, sont criblés d'impacts de balles et, malgré quelques relatives accalmies, rien n'a été entrepris pour réparer les dégâts. Il semble d'ailleurs que personne n'ait réellement le goût d'investir tant que subsiste le danger de la poursuite des hostilités.

Le Tchad doit d'ailleurs faire face à d'autres problèmes prioritaires: en raison d'une sécheresse persistante, qui a pratiquement anéanti les récoltes de ces deux dernières années, une grande partie de la population souffre de la famine et du dénuement.

Pas de développement agricole autosuffisant

Depuis son accession à l'indépendance, en 1960, le Tchad, ancienne colonie française de l'Afrique du Cen-



tre, n'est jamais parvenu à vaincre le spectre de la faim, de la misère et de la guerre. Les antagonismes internes qui déchirent cet immense pays de 1,3 million de km² sont trop intenses, et l'enjeu politique face aux grandes puissances trop vital, pour permettre un développement harmonieux de ce pays de 4 millions d'habitants. La guerre civile s'est déclarée immédiatement après l'indépendance, voici dix-huit ans déjà. Des forces armées du nord désertique s'étaient alors opposées au gouvernement du sud, soutenu par les Français; elles avaient finalement obtenu, après des années de lutte, de participer au gouvernement de N'Djamena. La guerre civile ne s'est pas éteinte pour autant. En effet, des divergences profondes se manifestaient au sein même des groupes et factions des représentants du nord, faisant échouer toute forme de consensus national. Il s'est avéré que le gouvernement de N'Djamena – quelle que soit sa composition – a été incapable de contrôler l'ensemble du territoire tchadien, un territoire dont les limites ont été tracées autrefois par les puissances coloniales sans beaucoup d'égards aux données ethniques et politiques de ce pays.

Dans ce contexte, le Tchad n'est jamais parvenu à sortir de la pauvreté endémique. Les famines et les guerres civiles se succèdent ou se cumulent, comme c'est le cas actuellement. La sécheresse qui sévit depuis deux ans ne frappe d'ailleurs pas que le Tchad, mais touche les régions qui s'étendent du cap Vert jusqu'en Ethiopie. Le Sahel connaît à nouveau ce fléau qu'est la sécheresse. Mais, dans un pays où la guerre civile fait rage, les effets de la sécheresse se font d'autant plus sentir. A quoi bon se tuer à travailler la terre si, en plus des caprices du climat, le simple paysan n'est même pas sûr de récolter ce qu'il a semé? L'administration – ou ce qu'il en reste – devrait absolument encourager la production indigène de produits alimentaires.

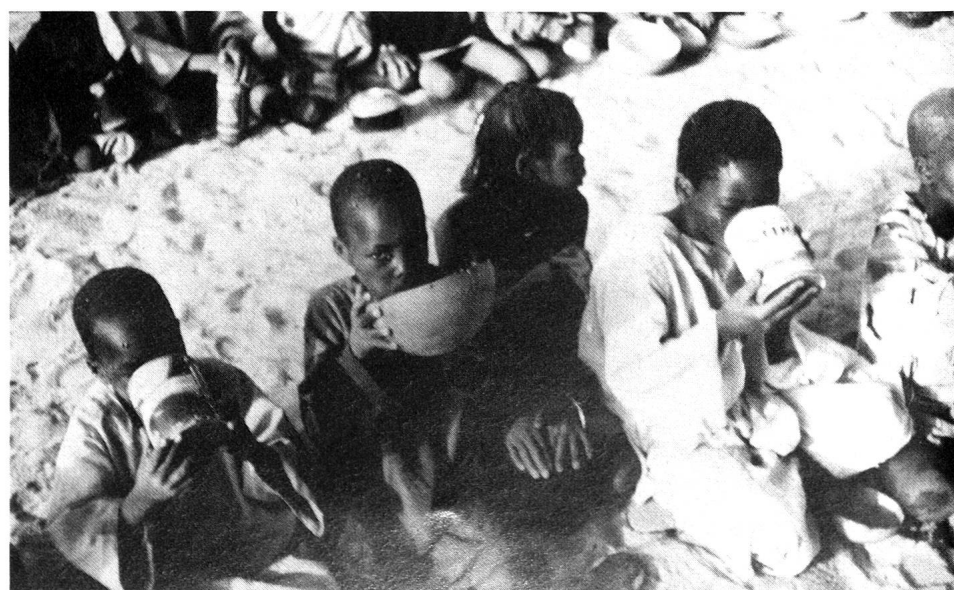
Un programme d'alimentation complémentaire équivaut à un traitement médical. L'état de santé de tous les bénéficiaires de ce programme, et surtout des enfants menacés, est constamment contrôlé.

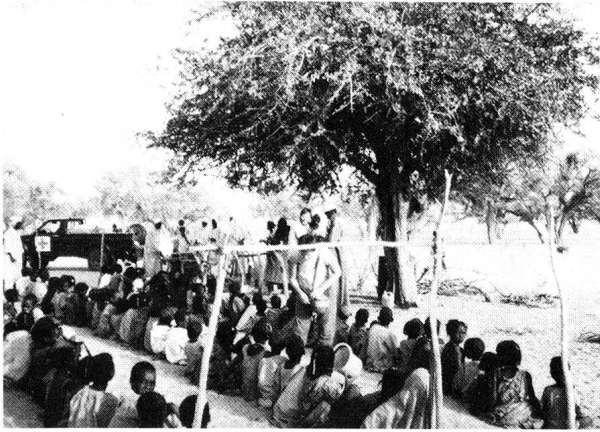


Le lait en poudre fabriqué en Suisse est préparé par des «cuisinières» tchadiennes. Les femmes et les enfants apportent eux-mêmes l'eau dont ils ont besoin.

Enfants, femmes et personnes âgées attendent: ils sont entre 800 et 2000 par centre à recevoir quotidiennement leur ration de lait. Et les centres sont nombreux. Quand pourront-ils à nouveau se nourrir de leurs propres produits?

La distribution du lait, de l'orge et du sucre est assurée par le personnel tchadien recruté sur place. Le salaire? Un sac de 30 kg de riz par mois.

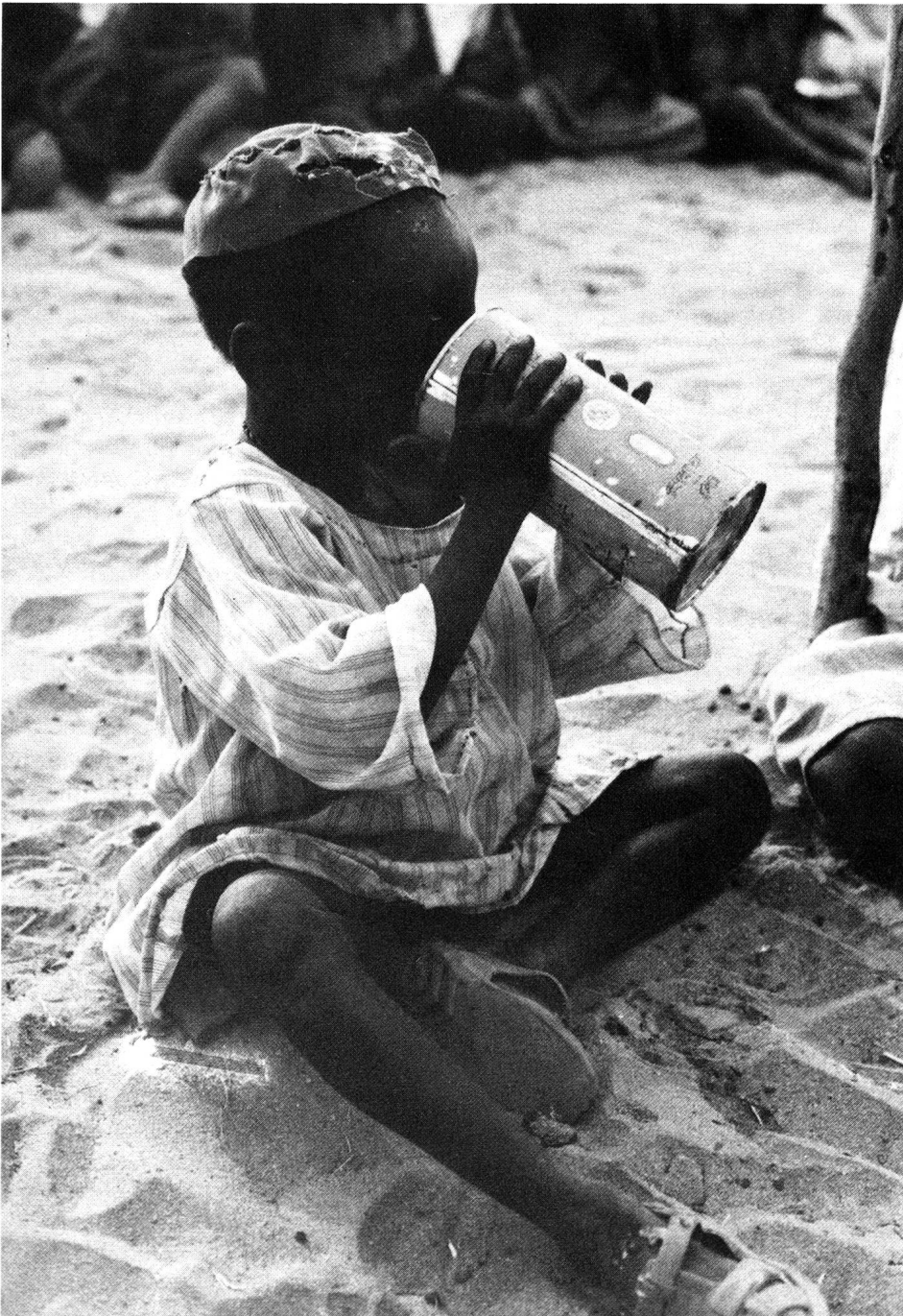




Photos Christophe Köpfli

Un demi-litre de lait pour le déjeuner. C'est un complément précieux et riche en protides pour ceux qui ne mangent

pas à leur faim. Et quel plaisir de boire le lait qui vient d'être préparé, peu importe le récipient!



Un renouveau?

Lorsque Hissène Habré a pris le pouvoir en juin 1982, après de longues luttes, l'espoir d'un redressement du pays s'est fait jour. En collaboration avec les organisations de l'ONU et grâce à une substantielle aide étrangère, le pays s'appêtait à effacer les traces de la guerre civile et à remettre son économie en marche.

L'aide internationale a consenti un gros effort vis-à-vis du Tchad, étant donné les conditions catastrophiques d'approvisionnement dues à la sécheresse et à la guerre civile. La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge s'est associée à ce programme de livraisons de denrées alimentaires à la population nécessiteuse, en collaboration avec les organisations spécialisées de l'ONU, le PAM, le UNHCR, la FAO et l'UNDRO¹.

L'intervention de la Ligue

Dans la préfecture de Guera

En se basant sur ses propres enquêtes faites dans les régions du Tchad touchées par la sécheresse, et pour répondre aux cris d'alarme que le gouvernement tchadien avait adressés à la communauté internationale, la Ligue lance en été 1982 un appel aux sociétés nationales de la Croix-Rouge. Mais, à l'inverse des organisations de l'ONU comme le PAM et l'UNDRO, qui ont mis sur pied un vaste programme de distribution de denrées de base en faveur de la population touchée par la famine, la Ligue a concentré ses efforts sur un programme d'*approvisionnement complémentaire* dont bénéficiaient certains groupes de population: les enfants et leur mère, les femmes enceintes et les personnes âgées.

Le transport des denrées jusqu'à la préfecture de Guera, à quelque 400 km de la capitale, a posé d'énormes problèmes. La pluie, qui a commencé à tomber en juillet, a rendu les pistes pour véhicules impraticables. Les organisations d'entraide n'ont pas eu d'autre solution que de créer un pont aérien pour venir en aide aux zones sinistrées. Les avions mis à disposition par les gouvernements français et canadien ont acheminé jusqu'à fin septembre à peu près 300 tonnes de vivres dans la région de Guera. A la fin de la saison des pluies, les camions ont pris

le relais des avions. A fin octobre, la Croix-Rouge gérait environ 22 centres de distribution de lait en poudre qu'elle préparait sur place et distribuait aux personnes les plus menacées. Environ 25 000 enfants, femmes et personnes âgées ont bénéficié du secours de la Ligue durant la phase la plus aiguë de la famine.

Mais la lutte contre la disette n'était pas gagnée puisque la population ne disposait d'aucune réserve alimentaire qui lui permette de se passer de l'aide de la Ligue. Il fallait donc continuer à secourir les régions sinistrées jusqu'aux prochaines récoltes de novembre 1983. Dans leur détresse, les gens n'avaient même plus les semences indispensables aux prochaines semailles. Pour songer à une récolte future, il faut d'abord pouvoir ensemer. Le programme alimentaire de la FAO a donc été assorti d'un programme de constitution d'un important stock de semences afin que, dans l'avenir, la population tchadienne puisse par elle-même subvenir à ses besoins alimentaires, pour autant qu'il pleuve en été, et en quantité suffisante! Les premières pluies sont tombées en juillet mais il faut qu'elles persistent jusqu'à fin octobre pour que la récolte de cette année soit suffisante.

Dans la préfecture de Biltine

Alors que la Ligue se portait au secours de la région de Guera, d'autres régions du nord du Tchad semblaient aussi souffrir de grave pénurie alimentaire. Une équipe médicale de la Ligue fut donc dépêchée dans la préfecture de Biltine, au nord-est du pays, pour se faire une idée de la situation. Depuis quelque temps, les organisations de l'ONU procédaient là-bas à des distributions de denrées alimentaires de base comme le millet, le sorgho et le riz, sans adjoindre des denrées complémentaires. L'équipe médicale a détecté un nombre important d'enfants souffrant de malnutrition. C'est pourquoi, en mars 1983, la Ligue a décidé d'étendre son programme complémentaire d'alimentation à cette région. La population nécessiteuse a été évaluée à environ 18 000 femmes, enfants et personnes âgées. Trente nouveaux centres de distribution ont été ouverts dans différents villages de la préfecture et ont

assuré la distribution de lait en poudre reconverti sur place, additionné de sucre et d'huile, afin de couvrir les besoins de la population en protides et en calories et de l'aider à subsister jusqu'aux prochaines récoltes. Les premiers centres de cette préfecture, sise à 800 km de distance de N'Djamena, ont été ouverts en mai. Trois délégués de la Ligue sont responsables des distributions journalières de vivres dans les deux préfectures citées. Ils supervisent le travail du nombreux personnel indigène engagé: deux ou trois Tchadiennes par centre pour la préparation du lait et des collaborateurs locaux chargés de la distribution. Le lait en poudre est mélangé dans des fûts en métal, d'après une recette clairement établie et dans des proportions variant selon le nombre des bénéficiaires, à une certaine quantité d'eau additionnée de sucre et d'huile. Le tout donne une «soupe» nourrissante et particulièrement appréciée des enfants. Les bénéficiaires de ces distributions apportent eux-mêmes l'eau dans toutes sortes d'ustensiles. Chaque enfant reçoit quotidiennement un demi-litre de lait enrichi, chaque mère ou femme enceinte un litre. Les personnes âgées ont aussi droit à leur demi-litre. La distribution des rations commence ordinairement à 5 heures du matin et se termine à 8 heures. Mais le travail des délégués de la Ligue est loin d'être achevé. Il s'agit de réapprovisionner les centres de distribution via les dépôts centraux. Dans la règle, chaque centre dispose d'un stock de ravitaillement pour une semaine.

Les problèmes que pose une telle intervention

Une telle opération ne s'effectue pas sans quelques difficultés. Le problème logistique est énorme dans un pays où les routes goudronnées sont pratiquement inexistantes et les distances à parcourir par les convois gigantesques. La délégation de la Ligue, qui réside dans la capitale, se compose d'un délégué-chef, d'un administrateur et d'un spécialiste des transports. Elle a pour tâche de planifier, de coordonner et d'assurer l'acheminement des convois alimentaires dans les régions à secourir. Or les camions, l'essence, les pièces de rechange, les pneus sont rares et ne peuvent être

fournis qu'en partie par les pays voisins du Nigeria et du Cameroun.

Le problème de la sécurité n'est pas un facteur à négliger. Il arrive très souvent que des bandes de guérilleros de différentes armées menacent le transport de vivres.

Dans le cadre d'opérations de ce genre, le problème des transports constitue l'obstacle le plus important dans des pays à infrastructure inexistante, ce qui nous oblige à consacrer des sommes importantes au convoyage des marchandises.

A cet égard, la Délégation de la Ligue au Tchad, ses collaborateurs dans la capitale et sur les zones sinistrées méritent des félicitations pour avoir si magistralement résolu ce problème.

Encore et toujours la guerre civile

Avec la reprise des hostilités entre l'ancien président Goukouni Oueddeï, soutenu par les Libyens, et les troupes gouvernementales actuelles de His-sène Habré, en juin 1983, la guerre civile s'est rallumée après une relative accalmie et remet en question l'aide humanitaire et le redressement du pays. Comment délivrer une fois pour toute le Tchad du cercle infernal de la famine et de la pauvreté endémique? Toutes les organisations d'entraide – et avec elles la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge – ont interrompu leur intervention en faveur de la population touchée par la famine et avaient fait revenir leurs délégués à N'Djamena au moment où le délégué de la Croix-Rouge suisse se trouvait sur les lieux. Le programme de constitution de stocks de semences de la FAO a été suspendu lui aussi, ce qui ne manquera pas d'entraîner des conséquences catastrophiques pour la prochaine récolte. Une fois de plus, c'est la population rurale démunie qui fait les frais de la guerre civile. ■

¹ PAM: Programme alimentaire mondial.
UNHCR: Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
UNDRO: Bureau de coordination des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes.